PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE SPÉCIALE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE BRÉBEUF TENUE LE MARDI 1er JUIN 2021 À 20H10 VIA AUDIO/VIDÉO-CONFÉRENCE

Séance dûment convoquée par avis publics affichés le 27 mai 2021 et par avis de convocation transmis à chacun des membres du conseil.

Le conseil de la Municipalité de Brébeuf siège en séance spéciale ce 1er juin 2021.
Sont présents à cette séance : M. Martin Tassé, M. André Ste-Marie, M. Clément Légaré, M. Pierre Gauthier et M. Peter L. Venezia formant quorum sous la présidence de M. Marc L'Heureux, maire.
Étaient absents : M. Alain St-Louis
Le directeur général, M. Pascal Caron et la secrétaire-trésorière, Mme Annie Bellefleur, sont également présents.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE TENUE SANS PUBLIC

Le quorum ayant été constaté par le directeur général, le maire déclare la séance ouverte. Il est 20h12.

Compte tenu de la situation actuelle de pandémie due au Covid-19, la présente séance se déroule via audio et/ou vidéo-conférence, est enregistrée et sera publicisée dans les meilleurs délais sur le site web de la Municipalité.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

210063

IL EST PROPOSÉ PAR M. Peter Venezia
APPUYÉ PAR M. Pierre Gauthier
ET RÉSOLU UNANIMEMENT D'adopter l'ordre du jour suivant proposé :

1. *Ouverture de la séance, tenue sans public*
2. *Adoption de l'ordre du jour*
3. *Administration*
  - 3.1. *Avis de motion – Règlement nommé 'Politique de Gestion contractuelle'*
  - 3.2. *Dépôt du Projet de modification au Règlement nommé 'Politique de Gestion contractuelle'*
4. *Urbanisme*
  - 4.1. *Engagement d'un inspecteur en bâtiment adjoint*
5. *Parole aux membres du conseil*
6. *Période de questions*
7. *Levée de la séance*

ADOPTÉE

3.1 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT NOMMÉ 'POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE'

M. Clément Légaré donne avis de motion à l'effet qu'à une prochaine séance le conseil procédera à l'adoption d'un règlement modifiant celui nommé 'Politique de gestion contractuelle'

3.2 DÉPÔT DU PROJET DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT “POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE”

Des copies de ce règlement nommé “Politique de gestion contractuelle” ont été mises à la disposition des membres du conseil et le sont pour le public sur demande. Dispense de lecture ayant été donnée, et les membres du conseil renonçant à la lecture du projet de règlement, le directeur général résume celui-ci :

PROJET DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT NOMMÉ “POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE”,

ATTENDU QUE la politique de gestion contractuelle a été adoptée en décembre 2010 et est devenu un règlement en 2018, conformément à l'article 938.1.2 du Code municipal du Québec;

ATTENDU QUE la Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (L.Q. 2021, chapitre 7) a été sanctionnée le 25 mars 2021;

ATTENDU QUE dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'article 124 de cette loi prévoit que pour une période de trois (3) ans, à compter du 25 juin 2021, les municipalités devront prévoir des mesures afin de favoriser les entreprises québécoises pour tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété pour la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumission publique;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé et présenté à la séance du 1^{er} juin 2021;

POUR CES MOTIFS,

IL EST ORDONNÉ, STATUÉ ET DÉCRÉTÉ PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT COMME SUIT:

1. L'article 2 du présent règlement est effectif à compter du 25 juin 2021, ou du jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, selon la plus tardive de ces deux dates, et le demeure jusqu'au 25 juin 2024.
2. Le Règlement portant le nom de « Politique de gestion contractuelle » est modifié par l'ajout de l'article suivant :

10. Favoriser les biens et les services québécois

- Sans limiter les principes et les mesures énoncés en matière de rotation des fournisseurs, dans le cadre de l'octroi de tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumissions publique, la municipalité doit favoriser les biens et les services québécois ainsi que les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec.
- Est un établissement au Québec, au sens du présent article, tout lieu où un fournisseur, un assureur ou un entrepreneur exerce ses activités de façon permanente qui est clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

- Sont des biens et services québécois, des biens et services dont la majorité de leur conception, fabrication, assemblage ou de leur réalisation sont fait en majorité à partir d'un établissement situé au Québec.

3. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

signé Marc L'Heureux
maire

signé Annie Bellefleur
secrétaire-trésorière

210064

4.1 ENGAGEMENT DE L'INSPECTEUR EN BÂTIMENT ADJOINT

CONSIDÉRANT QUE L'inspectrice en bâtiment adjointe n'est plus à l'emploi de la Municipalité;
ATTENDU QUE durant la saison estivale, il est important d'offrir un service de qualité aux citoyens de Brébeuf;
ATTENDU QUE la municipalité de Brébeuf désire offrir un suivi sur son territoire;
IL EST PROPOSÉ PAR M. André Ste-Marie
APPUYÉ PAR M. Martin Tassé
ET RÉSOLU UNANIMEMENT QUE M Loris Piccin soit engagé et nommé inspecteur en bâtiments adjoint pour la Municipalité de Brébeuf.

ADOPTÉE

6. PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire fait état aux membres du conseil que les contribuables avaient l'opportunité de transmettre des commentaires et des questions via courriel et téléphone étant donné que la séance se déroule sans public. Aucune question ou commentaire n'avait été reçu précédemment à l'assemblée en cours.

210065

7. LEVÉE

L'ordre du jour étant épuisé, M. Clément Légaré propose la levée de la séance. Il est 20h15.
ADOPTÉE

Je, M. Marc L'Heureux, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

signé Marc L'Heureux
Maire

signé Pascal Caron
Directeur général